



Une croissance éphémère de 4% en 2021, selon les projections de la Banque mondiale

La croissance de l'économie tunisienne devrait temporairement s'accélérer pour atteindre 4 % en 2021, alors que les effets de la pandémie sur les exportations commencent à s'atténuer et la demande intérieure se redresser. [Une projection que la Banque mondiale, dans une récente mise à jour](#), émousse en assénant que cette hausse n'est toutefois pas suffisante pour ramener la production aux niveaux de 2019, avant la pandémie du coronavirus.

En effet, cette progression à court terme, la croissance devrait revenir à une trajectoire plus modérée, avec une expansion d'environ 2 % d'ici 2023, reflétant les faiblesses structurelles préexistantes et une reprise mondiale progressive après la pandémie. Ces estimations sont assorties d'importants risques de détérioration. Le rythme de la reprise dépendra de l'ampleur de la pandémie en 2021, du déploiement des vaccins en Tunisie et chez les principaux partenaires commerciaux, ainsi que des mesures visant à atténuer l'impact de la pandémie sur les ménages et les entreprises.

L'extrême pauvreté, mesurée à l'aide du seuil de pauvreté international de 1,9 dollars par jour (PPA), devrait rester inférieure à 1 % jusqu'en 2023, mais la pauvreté mesurée à l'aide du seuil de 3,2 USD PPA ne diminuera que légèrement par rapport à 2020 et ne retrouvera pas les niveaux d'avant la crise de 2,9 % (2019). Il était de 3,7 % en 2020 et il diminuera à 3,4 % en 2021. De même, le pourcentage de la population « vulnérable » à la pauvreté ne devrait pas retrouver les niveaux d'avant la crise en 2021. En utilisant un seuil de dépenses de 5,5 USD PPA, le nombre de pauvres et de personnes vulnérables à la pauvreté devrait passer de 20,2 % à 19,2 % de la population.

Le déficit de la balance courante, lui, devrait se creuser pour atteindre 9,2 % du PIB en 2021, car, explique la Banque mondiale, les importations commencent à se redresser et les prix du pétrole à augmenter. À mesure que les effets de la pandémie s'atténuent et que les flux commerciaux se rétablissent, les exportations de produits manufacturés et les arrivées de touristes devraient reprendre progressivement, favorisant une baisse graduelle à 8,9 % du PIB en 2023. Mais les risques pour les perspectives extérieures restent élevés, notamment une reprise lente des exportations, étant donné le lourd impact de la pandémie sur les capacités des entreprises et le rythme de la reprise chez les principaux partenaires commerciaux de la Tunisie.

Les besoins de financement resteront élevés à moyen terme, compte tenu de l'ampleur de l'impact de la pandémie sur l'économie. Les finances publiques seront particulièrement difficiles en 2021, avec un déficit budgétaire attendu de l'ordre de 8 à 9 % du PIB, alors que les autorités font face à la pandémie et maintiennent le soutien aux ménages, mais



avec des tampons budgétaires épuisés. En particulier, il sera difficile de répondre aux besoins de financement extérieur du budget 2021, compte tenu de la détérioration du cadre budgétaire, de la récente dégradation de la note de crédit souveraine et de l'absence d'un programme du FMI.

Instabilité politique persistante

La Tunisie se retrouve donc sur une base économique faible et une nouvelle vague d'agitation sociale. Avec une instabilité politique persistante au cours des dix dernières années, l'économie a eu du mal à susciter la confiance des investisseurs, de sorte que la croissance du PIB n'a atteint que 1,5 % en moyenne entre 2011 et 2019. La croissance repose désormais de plus en plus sur la consommation, tandis que les investissements et les exportations restent nettement inférieurs aux niveaux d'avant la révolution. Alors que la croissance stagne, un contrat social qui considère le secteur public comme une source d'emplois et un garant de l'accessibilité financière a vu le contexte budgétaire se détériorer sous le poids d'une importante masse salariale du secteur public, d'entreprises publiques peu performantes et de subventions aux prix à la consommation.

Après avoir bien géré la première vague de la pandémie de COVID-19, deux autres plus profondes et prolongées se sont succédé depuis septembre 2020, posant un défi encore aggravé par l'augmentation des protestations sociales d'une population éprouvée et par la reprise des turbulences politiques, tandis que les conditions économiques se détériorent et que la marge de manœuvre budgétaire se réduit. Cette situation place la Tunisie en face de perspectives médiocres, à moins qu'un leadership national fort ne commence à instaurer une stabilité politique et un consensus pour conduire le pays sur la voie du redressement.

La situation aurait pu être pire !

Le PIB réel s'est contracté de 8,8 % en 2020 en raison de la forte baisse de la demande intérieure et extérieure consécutive à la pandémie. Avec une contraction de 9,3 %, l'industrie manufacturière, pilier de l'économie tunisienne, a été profondément touchée. Une baisse de 80 % des arrivées de passagers a également entraîné un ralentissement du tourisme et des transports. Surtout, les enquêtes sur le pouls des entreprises indiquent que près d'un quart des entreprises formelles (23,6 %), principalement dans le secteur des services, ont été fermées temporairement ou définitivement à la fin de 2020. Cela a eu un effet d'entraînement sur le chômage, qui s'élevait à 17,4 % fin 2020, contre 14,9 % avant la pandémie.

Selon une série d'entretiens téléphoniques menés par l'Institut national de la statistique et la Banque mondiale, pendant et après le confinement, l'activité économique a fortement diminué pour la plupart des employés, et une baisse des revenus a été observée. Les résultats montrent que, bien que l'emploi en novembre 2020 ait rebondi pour atteindre les niveaux d'avant la crise parmi les personnes interrogées, les revenus du travail des salariés, et en particulier des travailleurs indépendants, sont toujours



inférieurs aux niveaux d'avant la pandémie. Plus de la moitié des ménages font état d'une dégradation du niveau de vie par rapport à la période pré-pandémique, et pour environ 40 % des plus pauvres, les niveaux de bien-être ont continué à se détériorer. Bien que le COVID-19 ait eu des effets négatifs sur le bien-être de tous, les ménages pauvres et vulnérables sont particulièrement touchés en raison de leur accès inégal aux services de base, notamment aux soins de santé en cas d'infection, ainsi qu'aux mécanismes d'adaptation mis en place. Toutefois, compte tenu de l'ampleur de la baisse du PIB, cette augmentation aurait pu être beaucoup plus importante si le gouvernement n'avait pas réagi très rapidement en intensifiant les programmes de transfert en espèces existants pour compenser la perte d'emploi et la diminution des revenus.

Source : African Manager